

Télécommunications et Fractures Numériques au Gabon (1990-2025)

Pierre Romuald OMBIGATH

Docteur en Histoire économique et
sociale, Maître-Assistant CAMES
Université Omar Bongo, Libreville, Gabon,
ombigath@yahoo.fr

Résumé

L'analyse des télécommunications au Gabon entre 1990 et 2025 interroge les effets de la libéralisation du secteur sur la modernisation numérique et la réduction des inégalités. L'étude mobilise une approche socio-historique et socio-économique fondée sur des données institutionnelles (UIT, Banque mondiale, ARCEP), des travaux académiques et des analyses théoriques sur la société en réseaux et la dépendance technologique. L'hypothèse centrale soutient que la libéralisation et l'expansion des TIC ont accéléré la diffusion des infrastructures et des usages numériques, mais dans un cadre structurellement inégal et dépendant. Les résultats montrent une forte croissance de la téléphonie mobile et de l'Internet, une intégration accrue à l'économie numérique mondiale, mais aussi la persistance de fractures territoriales et sociales, ainsi qu'une dépendance aux opérateurs et technologies étrangers. La transition numérique gabonaise apparaît ainsi comme un processus ambivalent, combinant modernisation rapide et reproduction des inégalités structurelles.

Mots-clés : télécommunications, fractures numériques, libéralisation, Internet, Gabon.

Introduction

Depuis les années 1990, les télécommunications se sont imposées comme un levier majeur des stratégies de développement et de modernisation des États africains. La diffusion rapide de la téléphonie mobile, l'extension d'Internet et la généralisation progressive des technologies numériques ont profondément reconfiguré les modes de communication, les échanges économiques et les conditions d'accès à l'information. L'Afrique subsaharienne se distingue aujourd'hui par une forte croissance des usages numériques, bien que celle-ci s'accompagne de persistantes inégalités d'accès, d'équipement et de compétences.

Au Gabon, cette dynamique s'inscrit dans une trajectoire spécifique marquée par la transition d'un système centralisé hérité des Postes, Télégraphes et Téléphones (PTT) vers un modèle libéralisé à partir des années 1990. Cette ouverture du secteur s'est traduite par l'entrée de nouveaux opérateurs, l'essor rapide de la téléphonie mobile, le développement des services Internet et, plus récemment, la mise en œuvre de politiques publiques de transformation numérique à travers le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), e-Gabon puis Digital Gabon. Ces réformes ont contribué à moderniser le secteur et à améliorer les infrastructures de connectivité.

Toutefois, cette évolution demeure marquée par un paradoxe structurel. Malgré la progression des indicateurs de connectivité et la diffusion croissante des usages numériques, les fractures territoriales, sociales et technologiques restent importantes. Les infrastructures et services demeurent concentrés dans les principales zones urbaines, tandis que certaines populations rurales ou périphériques continuent de faire face à des difficultés d'accès aux services numériques. Cette situation interroge l'efficacité des réformes engagées depuis plus de trois décennies en matière de réduction des inégalités numériques.

Par ailleurs, les télécommunications gabonaises restent encore relativement peu étudiées dans une perspective historique de longue durée. Les recherches existantes privilégient souvent des approches techniques, contemporaines ou sectorielles, sans toujours analyser les transformations structurelles dans leur profondeur historique.

Dans ce contexte, cette recherche pose la question suivante : dans quelle mesure les réformes engagées depuis la libéralisation du secteur ont-elles transformé les télécommunications gabonaises tout en réduisant ou en reproduisant les fractures numériques ? L'hypothèse principale avance que la libéralisation et les politiques de modernisation ont favorisé une expansion rapide des infrastructures et des usages, sans pour autant résorber les inégalités territoriales et sociales héritées. Une hypothèse complémentaire souligne une dépendance persistante vis-à-vis des acteurs, technologies et capitaux étrangers, limitant la souveraineté numérique du pays.

La méthodologie repose sur une approche socio-historique combinant sources institutionnelles, statistiques et travaux scientifiques sur la période 1990-2025. Les résultats mettent en évidence une modernisation ambivalente, caractérisée à la fois par une amélioration notable de la connectivité et par la persistance de fortes disparités structurelles.

L'article s'articule autour de trois axes : l'évolution historique du secteur depuis la libéralisation, les transformations induites par les politiques de modernisation numérique, et enfin l'analyse des fractures numériques ainsi que des enjeux de gouvernance et de souveraineté associés à la transition numérique au Gabon.

1. Cadre théorique

L'étude des télécommunications gabonaises entre 1990 et 2025 s'inscrit à l'intersection de l'histoire des infrastructures, de la sociologie du numérique et de l'économie politique des technologies de l'information et de la communication. Loin d'être de simples dispositifs techniques, les télécommunications constituent des infrastructures stratégiques à la fois techniques, économiques, sociales et politiques, qui influencent l'organisation des territoires, les dynamiques économiques, les rapports sociaux et les capacités d'action de l'État. Afin d'analyser les mutations du secteur dans le contexte gabonais, cette recherche mobilise trois approches théoriques complémentaires : la théorie de la société en réseaux, l'approche des fractures numériques et les théories critiques de la dépendance technologique et de la souveraineté numérique.

La première est celle de la société en réseaux développée par Manuel Castells (2001), selon laquelle les technologies de l'information constituent le socle d'un nouveau paradigme organisationnel fondé sur l'intensification des flux d'informations, de capitaux et de connaissances à l'échelle mondiale. Les réseaux numériques deviennent ainsi des infrastructures stratégiques de l'activité économique, de la gouvernance et des interactions sociales. Cette perspective est enrichie par les travaux d'Armand Mattelart (2009),

qui inscrit les infrastructures de communication dans les dynamiques historiques de mondialisation technique, et de Pierre Musso (2003), qui souligne leur dimension politique et idéologique à travers les représentations du progrès et de la modernité. Dans le cas gabonais, cette approche permet d'analyser la libéralisation du secteur, l'extension des infrastructures numériques et les programmes de modernisation engagés depuis les années 1990 comme les manifestations d'une intégration progressive à la société mondiale de l'information.

La deuxième approche porte sur les fractures numériques et les inégalités d'appropriation. Jan Van Dijk (2020) montre que les inégalités numériques ne se limitent pas à l'accès aux infrastructures, mais concernent également les ressources économiques, les compétences, les usages et les capacités d'appropriation des technologies. Cette lecture est complétée par Dominique Cardon (2019), pour qui le numérique tend souvent à reproduire les hiérarchies sociales existantes, ainsi que par Pierre Bourdieu (1979), dont les travaux mettent en évidence l'influence des ressources culturelles et éducatives sur les pratiques technologiques. De son côté, Milton Santos (2000) souligne que les réseaux techniques produisent une intégration sélective des territoires, privilégiant les espaces les plus rentables. Cette perspective éclaire les disparités persistantes observées au Gabon entre centres urbains et espaces ruraux, ainsi que les inégalités sociales qui accompagnent la diffusion des technologies numériques.

Enfin, l'étude mobilise les approches critiques de la dépendance technologique et de la souveraineté numérique. Herbert Schiller (1976) montre que les technologies de communication peuvent devenir des instruments de domination lorsque leur contrôle, leur financement ou leur conception dépendent d'acteurs extérieurs. Cette réflexion rejoint les analyses de Jean-François Bayart (2000) sur les logiques d'extraversion qui caractérisent de nombreuses trajectoires de développement africaines. Dans le contexte gabonais, les travaux de Martial Pépin Makanga Bala (2010) mettent en évidence les contradictions d'une modernisation technologique rapide mais

fortement dépendante des ressources extérieures. Les analyses plus récentes de Kako Nubukpo (2019) et de Shoshana Zuboff (2019) montrent que les enjeux contemporains concernent désormais la maîtrise des infrastructures, des données et des capacités d'innovation, faisant de la souveraineté numérique un défi majeur pour les États africains.

L'articulation de ces trois perspectives offre ainsi une grille d'analyse permettant d'étudier simultanément l'intégration du Gabon aux réseaux mondiaux de communication, la persistance des fractures numériques et les enjeux de dépendance qui accompagnent la transition numérique du pays entre 1990 et 2025.

2. Méthodologie

L'étude s'inscrit dans l'histoire économique et sociale des infrastructures et adopte une approche socio-historique qualitative pour analyser les transformations des télécommunications au Gabon entre 1990 et 2025. Les télécommunications y sont considérées comme des instruments d'action publique, de développement territorial et de transformation sociale, permettant d'interroger les continuités et ruptures liées au passage d'un système centralisé (PTT) à un secteur libéralisé intégré à l'économie numérique mondiale.

La recherche mobilise un corpus documentaire diversifié combinant sources institutionnelles et réglementaires (lois, stratégies nationales, documents de l'ARCEP, de l'ANINF et des programmes comme le PSGE, e-Gabon et Digital Gabon), données statistiques issues d'organismes internationaux (UIT, Banque mondiale, GSMA), rapports d'organisations internationales sur le numérique en Afrique, ainsi que travaux académiques en histoire, sociologie, économie et sciences de l'information. Cet ensemble permet de croiser les dimensions politiques, techniques et sociales du secteur.

L'analyse repose sur une triangulation des sources et une lecture historique comparative. Les données quantitatives sont utilisées comme indicateurs de transformation plutôt que dans une logique

économétrique, afin d'éclairer les mutations structurelles du secteur et de les confronter aux politiques publiques et aux interprétations scientifiques.

La périodisation 1990-2025 se justifie par deux repères majeurs : l'ouverture du secteur à la concurrence au début des années 1990, marquant la fin du monopole des PTT, et la phase récente de consolidation de la transition numérique portée par les stratégies nationales (PSGE, e-Gabon, Digital Gabon). Cette période couvre les grandes transformations liées à la libéralisation, à la diffusion du mobile et d'Internet, et aux enjeux actuels d'inclusion et de souveraineté numériques.

Enfin, la méthodologie permet de tester les hypothèses de recherche en articulant réformes institutionnelles, évolutions statistiques et littérature scientifique. Elle vise à évaluer les effets de la libéralisation, les progrès en matière de connectivité, ainsi que la persistance des fractures numériques et des dépendances technologiques, offrant ainsi une lecture intégrée des transformations du secteur sur la période étudiée.

3. Résultats

Les résultats qui suivent mettent en évidence, à partir d'une analyse croisée des sources institutionnelles, statistiques et scientifiques, les principales dynamiques et limites des transformations des télécommunications et du numérique au Gabon entre 1990 et 2025.

3.1. La libéralisation des télécommunications : rupture institutionnelle et premières recompositions du secteur (1990-2005)

La période 1990-2005 constitue une phase charnière des télécommunications gabonaises, marquée par le passage d'un modèle public centralisé hérité des PTT à un système libéralisé et ouvert à la concurrence, dans un contexte d'innovations technologiques et de diffusion progressive des réseaux mobiles et d'Internet. Les indicateurs montrent une évolution significative : la téléphonie fixe passe de 0,5 à 1,5 ligne pour 100 habitants, tandis que la téléphonie

mobile atteint environ 25 abonnements pour 100 habitants en 2005, soit près de 500 000 connexions. L'Internet, encore émergent, progresse de 0 % à 4,9 % d'utilisateurs. Ces transformations traduisent une rupture structurelle majeure dans l'organisation du secteur et dans les modalités d'accès aux communications.

Tableau 1 : L'évolution des télécommunications et NTIC au Gabon (1990–2025)

Années	Tél. fixe (lignes /100 hab.)	Tél. mobile (abon. /100 hab.)	Utilisateurs Internet (% pop.)	Connexions mobiles totales	Réseaux dominants	Indicateurs NTIC clés
1990	~0,5	0	0 %	0	Téléphonie filaire analog.	État PTT, absence d'Internet
1995	~0,7	<1	0 %	Très faible	GSM (début)	Introduction mobile
2000	~1,2	~5	1,2 %	~100k	GSM 2G	Internet embryonnaire
2005	~1,5	~25	4,9 %	~500k	2G dominant	Cybercafés, début ADSL
2010	~1,3	~90	13 %	~1,5M	2G/3G	Déploiement Internet mobile
2015	~1,0	~140	45,8 %	~2,5M	3G/4G	Explosion smartphone
2020	~0,8	~130	63,9 %	~2,8M	4G	Fibre (Lbv), mobile broadband
2025	~0,6	~124	71,9 %	3,19M	4G (5G émergent)	1,84M internautes, dont 30,5% réseaux soc.

Sources : ARCEP, Banque mondiale, UIT.

3.1.1. De la crise du modèle des PTT à la libéralisation du secteur

Au début des années 1990, les télécommunications gabonaises reposent encore sur le modèle des Postes, Télégraphes et Téléphones (PTT), dans lequel l'État cumule les fonctions d'opérateur, de régulateur et de planificateur. Hérité de la période postcoloniale, ce système considère le secteur comme un service public stratégique, mais il se heurte rapidement à ses limites face aux mutations

technologiques mondiales. Les infrastructures, essentiellement filaires et analogiques, évoluent lentement, avec une densité téléphonique inférieure à 0,5 ligne pour 100 habitants en 1990, traduisant un sous-investissement chronique et une demande largement insatisfaite (UIT, 2015). Cette situation s'accompagne de fortes disparités territoriales, les équipements étant concentrés à Libreville et Port-Gentil, tandis que l'intérieur du pays demeure faiblement desservi (ARCEP, 2005).

Face à ces contraintes, des réformes progressives sont engagées sous l'impulsion d'organismes internationaux tels que la Banque mondiale et l'Union internationale des télécommunications, visant à moderniser le secteur et à stimuler l'investissement (Banque mondiale, 2016). Le tournant majeur intervient avec la loi n°004/2001, qui réorganise le secteur, met fin au monopole public et crée Gabon Télécom. Cette mesure fut complétée par création de nouvelles institutions de régulation, notamment l'Agence de Régulation des Télécommunications (ARTEL) et l'Agence de Régulation du Secteur des Postes (ARPOSTE), qui seront fusionnées en 2012 au sein de l'Autorité de Régulation des Communications Électroniques et des Postes (ARCEP). Cette réforme marque le passage d'un modèle administré à une logique de marché fondée sur la concurrence et l'ouverture aux capitaux privés, intégrant progressivement le Gabon aux dynamiques internationales des technologies et des télécommunications (Essono Ovono, 2009).

3.1.2. Les effets ambivalents de la libéralisation : essor du mobile, recompositions sociales et dépendance technologique

La libéralisation des télécommunications à partir de la fin des années 1990 se traduit par l'introduction du GSM et l'arrivée de nouveaux opérateurs, entraînant une évolution contrastée des segments du marché. Selon les données du tableau 1, la téléphonie fixe progresse modestement de 0,5 à 1,5 ligne pour 100 habitants entre 1990 et 2005, soit une hausse de 200 %, tandis que la téléphonie mobile connaît une expansion spectaculaire, atteignant environ 25 abonnements pour 100 habitants et près de 500 000 connexions en 2005. Entre 1995 et 2005, les abonnements mobiles augmentent de plus de 2 400 %, illustrant une substitution technologique rapide liée au déploiement des réseaux

GSM, plus flexibles et moins coûteux que les infrastructures filaires, et concentrés dans les espaces urbains et corridors économiques rentables.

Cette dynamique transforme profondément les usages sociaux et économiques, le téléphone mobile devenant un outil central des échanges commerciaux, professionnels et familiaux, favorisant l'intégration aux réseaux de communication. Toutefois, la modernisation demeure inégalement répartie, avec une forte concentration urbaine et un taux d'utilisateurs d'Internet encore inférieur à 5 % en 2005 (UIT, 2015). Par ailleurs, la libéralisation s'accompagne de recompositions sociales et institutionnelles marquées par des suppressions d'emplois, des externalisations et une dépendance technologique persistante vis-à-vis des équipements et capitaux étrangers, révélant une transition numérique rapide mais structurellement inégale (Banque mondiale, 2016 ; Commission économique pour l'Afrique, 2020).

3.2. La massification numérique et l'émergence d'une économie de la Data (2005-2015)

La période 2005-2015 constitue une étape décisive dans l'évolution des télécommunications gabonaises, marquée par la diffusion massive des technologies mobiles, l'essor de l'Internet et l'émergence progressive d'une économie numérique. Les indicateurs de connectivité traduisent une transformation structurelle du secteur : le taux de pénétration de la téléphonie mobile passe de 25 à 140 abonnements pour 100 habitants, tandis que le nombre de connexions atteint 2,5 millions, soit une hausse de 400 %. L'usage d'Internet connaît une progression encore plus forte, passant de 4,9 % à 45,8 % de la population, soit une multiplication par plus de neuf des usagers. À l'inverse, la téléphonie fixe décline, passant de 1,5 à 1 ligne pour 100 habitants. Cette dynamique confirme la domination des réseaux mobiles, la montée en puissance des services numériques et l'émergence de nouveaux enjeux liés à l'inclusion numérique et à la régulation du secteur.

Tableau 2 : Évolution des télécommunications et des usages numériques au Gabon (2005–2015)

Année	Tél. fixe (lignes /100 hab.)	Tél. mobile (abon /100 hab)	Utilisateurs Intern. (% pop.)	Connexions mobiles totales	Réseaux dominants	Indicateurs clés
2005	~1,5	~25	4,9 %	~500 000	2G (GSM)	Début massification mobile, cybercafés
2006	~1,5	~35	~6 %	~700 000	2G	Expansion rapide GSM
2007	~1,4	~50	~7,5 %	~1 000 000	2G	Privatisation Gabon Telecom
2008	~1,4	~65	~9 %	~1,2 M	2G	Croissance accélérée du mobile
2009	~1,3	~80	~11 %	~1,4 M	2G / début 3G	Saturation urbaine mobile
2010	~1,3	~90	13 %	~1,5 M	2G/3G	Introduction Internet mobile
2011	~1,2	~105	~17 %	~1,8 M	3G	Début explosion data mobile
2012	~1,1	~120	~25 %	~2,1 M	3G	Diffusion smartphones
2013	~1,1	~130	~35 %	~2,3 M	3G	Usage Internet en forte hausse
2014	~1,0	~135	~42 %	~2,4 M	3G/4G (début)	Pré-déploiement haut débit
2015	~1,0	~140	45,8 %	~2,5 M	3G/4G	Explosion des usages numériques

Sources :

- Union Internationale des Télécommunications (UIT), *ICT Indicators Database*

- Banque mondiale, *World Development Indicators*
- GSMA Intelligence, *Mobile Economy Africa*
- ARCEP Gabon, rapports sectoriels (années 2005–2015)

3.2.1. La révolution mobile : massification des communications et diffusion de l'Internet

Les données du tableau 2 montrent que la téléphonie mobile constitue le principal moteur de la transformation numérique du Gabon entre 2005 et 2015, avec une hausse des connexions de 500 000 à plus de 2,5 millions d'abonnements, soit une multiplication par cinq, et un taux de pénétration passant de 25 à 140 abonnements pour 100 habitants, traduisant la généralisation de cet outil dans les pratiques quotidiennes et économiques. Cette croissance s'explique par la concurrence entre Libertis, Airtel et Atlantique Telecom, qui favorise la diversification des offres, la baisse des coûts et la diffusion du prépayé, ainsi que par la réduction du prix des terminaux et le déploiement progressif des réseaux GSM puis 3G, la téléphonie mobile compensant les insuffisances des réseaux filaires et devenant le principal vecteur d'accès aux communications (GSMA, 2014 ; UIT, 2015).

Cette dynamique s'accompagne d'une forte progression de l'Internet, dont le taux d'utilisation passe de 4,9 % en 2005 à 45,8 % en 2015, soit une hausse de plus de 830 %, reposant essentiellement sur les réseaux mobiles 3G et 4G. La généralisation des smartphones accélère cette mutation, déplaçant l'accès depuis les cybercafés et l'ADSL vers le mobile et diversifiant les usages (messagerie, réseaux sociaux, information et commerce électronique) (Banque mondiale, 2016). Cette évolution est renforcée par la baisse du coût de la connectivité, le prix du mégaoctet passant de 50–100 FCFA à 1–2 FCFA grâce aux câbles sous-marins SAT-3 et ACE (ARCEP, 2015). Ainsi, la période 2005-2015 marque la massification du mobile et d'Internet et l'entrée du Gabon dans l'économie numérique.

3.2.2. Émergence de l'économie numérique : croissance du marché et persistance des inégalités

La diffusion de l'Internet mobile et la hausse rapide du nombre d'utilisateurs entre 2005 et 2015 favorisent l'émergence progressive d'une économie de la Data au Gabon, marquant le passage d'un secteur dominé par la téléphonie vocale vers une consommation croissante de services numériques. Cette transformation s'appuie sur une concurrence relativement dynamique entre opérateurs : Airtel conserve une position dominante avec 55 % à 70 % du marché, tandis que Gabon Télécom, renforcé par son intégration au groupe Maroc Telecom, évolue progressivement, et Atlantique Telecom reste marginal. En 2015, Airtel détient encore 56,1 % du parc Internet contre 39,4 % pour Gabon Télécom et 4,2 % pour Atlantique Telecom (ARCEP, 2015).

Cette concurrence stimule les investissements dans les infrastructures et accélère le déploiement du haut débit, tout en transformant l'économie du secteur. Les revenus, autrefois centrés sur la voix, sont désormais tirés par la Data, dont le marché génère près de 8,95 milliards de FCFA par trimestre en 2014, tandis que le marché mobile dépasse 61 milliards de FCFA au troisième trimestre 2015 (ARCEP, 2015). Cette dynamique repose sur un effet cumulatif entre baisse des prix, augmentation du nombre d'utilisateurs et renforcement des investissements.

Cependant, cette croissance demeure inégalement répartie. Les infrastructures performantes restent concentrées à Libreville et Port-Gentil, tandis que de nombreuses zones de l'intérieur du pays présentent une connectivité limitée en raison des coûts, de la faible densité démographique et des contraintes géographiques (UIT, 2015). Les inégalités numériques sont également renforcées par des facteurs socio-économiques, notamment les écarts de revenus, d'éducation et de compétences numériques, ainsi que par des problèmes récurrents de qualité de service et d'instabilité des réseaux (Van Dijk, 2020 ; Cardon, 2019 ; ARCEP, 2015). Ainsi, la période 2005-2015 consacre

l'entrée du Gabon dans l'économie numérique tout en révélant ses limites structurelles en matière d'inclusion.

3.3. La consolidation de l'économie numérique : entre modernisation, inclusion et dépendance (2015-2025)

La période 2015-2025 marque une phase de consolidation de la transition numérique engagée au Gabon après la libéralisation du secteur et la massification de la téléphonie mobile et de l'Internet. Elle se caractérise par l'approfondissement des usages, le renforcement des infrastructures et l'affirmation du numérique comme secteur stratégique, dans le cadre du Plan stratégique Gabon émergent (PSGE), des programmes e-Gabon et Digital Gabon, ainsi que d'importants investissements dans la fibre optique, le haut débit mobile et les services numériques.

Entre 2014 et 2025, plusieurs centaines de milliards de FCFA sont mobilisés pour la modernisation des infrastructures télécoms, le déploiement du Backbone national gabonais (BNG), l'extension de la fibre optique, le développement de l'administration électronique et la préparation des technologies de nouvelle génération. Cette dynamique s'accompagne d'une amélioration continue de la connectivité, avec un taux de pénétration de l'Internet passant de 45,8 % en 2015 à 71,9 % en 2025 (+57 %) et des connexions mobiles de 2,5 à 3,19 millions (+27,6 %), confirmant l'intégration du Gabon à l'économie numérique mondiale malgré un ralentissement de la croissance après la phase de massification (cf. tableau 3).

Cependant, cette consolidation reste traversée par des contradictions structurelles. L'extension des infrastructures et des usages ne s'accompagne pas d'une réduction significative des inégalités territoriales et sociales, tandis que la dynamique de connectivité demeure fortement dépendante des technologies, capitaux et expertises extérieures. Ainsi, la décennie 2015-2025 apparaît à la fois comme une période de modernisation accélérée et comme une reconfiguration des enjeux liés à l'inclusion et à la souveraineté numériques.

Tableau 3 : Investissements télécoms et numériques au Gabon (2015-2025)

Période	Type d'investissement	Acteurs principaux	Montants estimés (FCFA)	Description
2014–2018	Modernisation globale réseau (3G/4G, backbone, équipements)	Gabon Telecom (Moov Africa), État	≈ 270 milliards (≈ 65–70 milliards/an)	Mise à niveau du réseau national, amélioration couverture mobile et Internet
2015–2017	Déploiement 4G	Airtel Gabon, Gabon Telecom	Inclus dans investissements globaux	Introduction du haut débit mobile, amélioration des débits
2017	Internet très haut débit (fibre, FTTH)	Gabon Telecom	≈ 26 milliards	Accélération du déploiement de la fibre optique en zones urbaines
2016–2021	Backbone national (CAB / fibre optique nationale)	État, ANINF, Banque mondiale, BAD	≈ 100–120 milliards (estimé)	Construction du réseau national fibre (CAB), interconnexion régionale
2018–2022	Extension fibre (FTTH)	Gabon Telecom, partenaires privés	≈ 40–60 milliards	Extension dans les grandes villes (Libreville, Port-Gentil, Franceville)
2020–2023	Numérisation de l'administration (e-gouv.)	État (ANINF)	≈ 20–30 milliards (estimé)	Digitalisation des services publics, interconnexion des administrations
2022–2025	Extension réseau + amélioration qualité (4G/4G+)	Opérateurs privés	≈ 50–70 milliards	Renforcement capacité réseau,

				amélioration QoS (qualité de service)
2023–2025	Préparation 5G et innovation numérique	État + opérateurs	≈ 10–20 milliards (estimé)	Tests, modernisation équipements, anticipation nouveaux usages

Sources : ANINF, ARCEP, UIT, Banque mondiale, GSMA.

3.3.1. Les politiques publiques de transformation numérique et la modernisation des infrastructures

La consolidation de l'économie numérique gabonaise repose en grande partie sur l'intervention croissante de l'État dans le développement des infrastructures stratégiques. Alors que les réformes des années 1990 et 2000 avaient principalement visé l'ouverture du marché à la concurrence, la décennie 2015-2025 est caractérisée par une politique volontariste de modernisation numérique articulée autour du Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), adopté en 2012, et de plusieurs programmes structurants destinés à renforcer la connectivité nationale (République Gabonaise, 2012).

Les investissements réalisés durant cette période atteignent des niveaux sans précédent. Selon les données de l'ANINF et de l'ARCEP, près de 270 milliards de FCFA sont consacrés à la modernisation globale des réseaux entre 2014 et 2018, soit un investissement annuel moyen compris entre 65 et 70 milliards de FCFA. À ces montants s'ajoutent environ 100 à 120 milliards de FCFA mobilisés pour le projet Central African Backbone (CAB) et le déploiement du Backbone National Gabonais (BNG), destinés à renforcer l'interconnexion du territoire et à améliorer les capacités nationales de transmission de données (Banque mondiale, 2018 ; ANINF, 2024).

Ces investissements contribuent à transformer profondément l'architecture numérique du pays. Le réseau national de fibre optique atteint près de 1.500 kilomètres et relie progressivement les principales villes du territoire. Le déploiement du très haut débit fixe (FTTH) dans les centres urbains, l'extension des réseaux 4G et 4G+ ainsi que l'amélioration des infrastructures internationales de connectivité permettent une augmentation significative des capacités de transmission (UIT, 2024).

Parallèlement, l'action publique s'oriente vers la numérisation progressive des services administratifs. Les programmes e-Gabon et Digital Gabon favorisent le développement de plateformes numériques destinées à moderniser la gestion publique, améliorer l'accès des citoyens aux services administratifs et renforcer l'efficacité de l'État. Selon l'ANINF (2024), plusieurs administrations bénéficient désormais de systèmes d'information interconnectés facilitant la circulation des données et la dématérialisation des procédures.

Cette modernisation s'accompagne également d'une recomposition du marché des télécommunications. Les investissements réalisés dans les infrastructures renforcent la position des principaux opérateurs. Après son intégration au groupe Maroc Telecom, Gabon Télécom, devenu Moov Africa Gabon Telecom, accroît progressivement sa part de marché grâce à l'extension de son réseau de fibre optique et à ses capacités d'investissement. Selon les statistiques de l'ARCEP, l'opérateur contrôle plus de 54 % du marché Internet en 2025 contre environ 40 % pour Airtel Gabon (ARCEP, 2025). Cette évolution illustre un phénomène fréquemment observé dans les télécommunications africaines où la libéralisation favorise progressivement la constitution d'oligopoles capables de mobiliser des ressources financières importantes (Chéneau-Loquay, 2019).

Ainsi, la décennie 2015-2025 marque l'affirmation du numérique comme secteur stratégique de développement. Les investissements publics et privés améliorent significativement les infrastructures et favorisent la croissance des usages. Toutefois, cette modernisation ne s'accompagne pas nécessairement d'une diversification équivalente

des acteurs économiques, la concentration du marché demeurant une caractéristique importante du secteur.

3.3.2. Inclusion numérique et fractures persistantes : les limites sociales et territoriales de la transition numérique

Entre 2015 et 2025, la diffusion des infrastructures numériques favorise une progression importante des usages au Gabon. Le taux de pénétration d'Internet passe de 45,8 % à 71,9 % de la population, soit une hausse de 57 %, tandis que le nombre de connexions mobiles atteint 3,19 millions d'abonnements et que plus de 1,84 million de personnes utilisent régulièrement Internet (ARCEP, 2025). Cette évolution témoigne de l'ancrage croissant du numérique dans la vie économique et sociale.

L'un des effets les plus visibles concerne l'inclusion financière. Dans un contexte où les agences bancaires restent concentrées dans les principaux centres urbains, les services de Mobile Money facilitent l'accès aux paiements, aux transferts d'argent et à certaines formes d'épargne. Selon FRATEL (2025), Airtel Money regroupe plus de 80 % des utilisateurs du Mobile Money et génère près de 93 % des revenus du secteur. Le téléphone mobile devient ainsi un instrument majeur d'intégration économique. Parallèlement, l'essor du commerce électronique, des plateformes de services, de l'enseignement numérique, des réseaux sociaux et des démarches administratives en ligne illustre ce que la Banque mondiale qualifie de « dividendes numériques » (Banque mondiale, 2016).

Toutefois, cette dynamique demeure inégalement répartie. Les infrastructures les plus performantes restent concentrées à Libreville, Port-Gentil et Franceville, tandis que plusieurs zones rurales et localités de l'intérieur continuent d'afficher des niveaux de connectivité inférieurs à la moyenne nationale, malgré une couverture théorique supérieure à 95 % de la population (ARCEP, 2025, p. 24). Cette situation révèle les difficultés persistantes de la politique de service universel, les opérateurs privilégiant les espaces les plus rentables au détriment de certains territoires périphériques (UIT, 2024).

À ces disparités territoriales s'ajoutent des inégalités socio-économiques. Le coût des équipements et des abonnements, ainsi que les écarts de revenus, d'éducation et de compétences numériques, limitent encore l'appropriation des technologies par une partie de la population. Comme le soulignent Van Dijk (2020) et Cardon (2019), les fractures numériques concernent désormais autant les usages et les compétences que l'accès aux infrastructures.

Ainsi, malgré les progrès réalisés, l'inclusion numérique demeure inachevée. La modernisation des réseaux a considérablement élargi l'accès aux technologies, sans toutefois éliminer les inégalités territoriales et sociales qui continuent de structurer les usages numériques au Gabon

3.3.3. Vers une souveraineté numérique encore inachevée

Au-delà des enjeux d'accès et d'inclusion, la période 2015-2025 marque l'émergence plus affirmée de la souveraineté numérique comme enjeu central des politiques publiques. Après une phase largement dominée par la libéralisation du marché et l'amélioration de la connectivité, l'action publique s'oriente désormais vers la maîtrise des infrastructures, des données et des capacités technologiques nationales. Cette inflexion s'accompagne d'un accroissement significatif des ressources publiques consacrées au secteur : les crédits alloués aux projets numériques passent d'environ 32 milliards à plus de 82 milliards de FCFA entre 2023 et 2025 dans le cadre du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT), soit une hausse de plus de 156 % (Ministère de l'Économie numérique, 2025), traduisant la place stratégique désormais accordée au numérique dans les politiques de développement.

Cette nouvelle orientation se matérialise par plusieurs projets structurants, notamment la création de centres nationaux de données, le renforcement du Backbone National Gabonais, la poursuite de la dématérialisation des services publics, le raccordement à de nouveaux câbles sous-marins internationaux tels que Medusa Africa, ainsi que des expérimentations autour de la 5G et du Wi-Fi ferroviaire sur le Transgabonais (ANINF, 2024; SPIN, 2024). Ces initiatives visent la

construction progressive d'une infrastructure numérique plus autonome, répondant à des enjeux de sécurisation des données publiques, de réduction de la dépendance aux hébergements étrangers, de résilience des réseaux et de renforcement des capacités de cybersécurité. Elles traduisent ainsi le passage d'une logique centrée sur l'ouverture économique à une approche intégrant la maîtrise des infrastructures et la protection des données.

Toutefois, cette souveraineté demeure inachevée. Les équipements stratégiques, les logiciels critiques, les plateformes numériques et une large partie des infrastructures internationales restent fournis par des acteurs étrangers, tout comme les principales expertises techniques. Les opérateurs dominants appartiennent à des groupes transnationaux dont les centres de décision sont situés hors du territoire national, ce qui limite la maîtrise de la chaîne de valeur numérique et confirme une dépendance technologique structurelle persistante (Banque mondiale, 2021 ; Nubukpo, 2019).

Ainsi, la période 2015-2025 révèle une recomposition des priorités nationales : le numérique est désormais envisagé non seulement comme levier de croissance et de connectivité, mais aussi comme enjeu de souveraineté, de sécurité et de gouvernance. Les avancées réalisées restent néanmoins partielles, la modernisation s'inscrivant dans un contexte de dépendance technologique et financière durable, confirmant l'hypothèse d'une transition numérique à la fois modernisatrice et structurellement contrainte.

4. Discussion

Les résultats de cette étude indiquent que les télécommunications au Gabon entre 1990 et 2025 ont profondément transformé les infrastructures de communication, les usages numériques et l'intégration du pays à l'économie mondiale. Cependant, ces évolutions révèlent des limites structurelles importantes, liées aux inégalités territoriales, aux disparités sociales et aux dépendances technologiques, soulignant les ambiguïtés du développement

numérique gabonais entre modernisation, logiques de marché et enjeux de souveraineté.

4.1. Les effets ambivalents de la libéralisation des télécommunications

Avant de poursuivre l'analyse des dynamiques numériques contemporaines, il convient d'interroger les effets de la libéralisation, principal tournant institutionnel des télécommunications gabonaises. Les résultats montrent que l'ouverture progressive du marché depuis les années 1990 a favorisé la croissance de la téléphonie mobile, l'essor d'Internet et l'amélioration globale des infrastructures de communication, dans le cadre des réformes structurelles engagées en Afrique subsaharienne sous l'impulsion des institutions financières internationales visant à substituer les monopoles publics par des marchés concurrentiels (Chéneau-Loquay, 2001). Dans le cas gabonais, l'arrivée de nouveaux opérateurs, le déploiement des technologies GSM, puis 3G et 4G, ainsi que les investissements dans les infrastructures numériques ont amélioré l'accès aux services, avec une progression notable de la pénétration mobile et du nombre d'abonnés Internet entre 2000 et 2025. Cette dynamique rejoint la thèse de Manuel Castells sur la « société en réseaux », selon laquelle les technologies de l'information structurent profondément les transformations économiques et sociales (Castells, 2001), faisant des télécommunications un vecteur d'intégration du Gabon à l'économie numérique mondiale. Toutefois, ce processus ne peut être interprété comme une modernisation linéaire, car il révèle les ambiguïtés d'un modèle fondé sur la concurrence, l'investissement privé et l'ouverture aux marchés technologiques mondiaux.

Par ailleurs, les résultats mettent en évidence une forte inégalité territoriale dans la distribution des bénéfices de cette transformation. Le développement des infrastructures s'est concentré dans les principaux pôles urbains, notamment Libreville, Port-Gentil et partiellement Franceville, confirmant les analyses d'Annie Chéneau-Loquay selon lesquelles les logiques marchandes privilégient les territoires solvables au détriment des périphéries (Chéneau-Loquay, 2001). Cette configuration illustre l'« intégration sélective des territoires » décrite par Milton Santos, où les réseaux techniques

connectent certains espaces tout en marginalisant d'autres (Santos, 2000), ce qui explique la persistance des fractures numériques entre zones urbaines et rurales.

Enfin, cette modernisation s'accompagne d'une dépendance technologique extérieure structurelle. Les infrastructures, équipements et compétences restent largement contrôlés par des acteurs étrangers, limitant la maîtrise nationale du processus de transformation numérique. La Commission économique pour l'Afrique souligne à cet égard que de nombreux pays africains demeurent insérés dans des chaînes de valeur technologiques externalisées (CEA, 2020). Dans le cas gabonais, cette dépendance rejoint les analyses de Martial Pépin Makanga Bala, qui met en évidence un « bicéphalisme numérique » caractérisé par la coexistence d'espaces fortement connectés et de zones marginalisées (Makanga Bala, 2010), ce que confirment les résultats de cette étude. Ces dynamiques peuvent également être interprétées à travers la notion d'extraversion développée par Jean-François Bayart, selon laquelle les trajectoires africaines de développement reposent sur des relations structurelles de dépendance vis-à-vis d'acteurs externes (Bayart, 2000). Ainsi, si la libéralisation a permis l'accès à des technologies avancées et à des investissements essentiels, elle a aussi renforcé l'intégration du Gabon dans des réseaux mondiaux sur lesquels il conserve un contrôle limité.

En définitive, la libéralisation des télécommunications au Gabon apparaît comme un processus ambivalent, ayant simultanément favorisé l'expansion des réseaux, la diffusion des usages numériques et l'intégration à l'économie mondiale de l'information, tout en consolidant des inégalités territoriales et certaines formes de dépendance technologique. Elle révèle ainsi une tension durable entre modernisation, ouverture et souveraineté numérique sur la période 1990-2025.

4.2. Le numérique comme projet politique de l'émergence gabonaise

Les résultats de cette étude montrent que la transformation numérique engagée au Gabon depuis les années 2010 dépasse une simple dynamique technologique ou économique pour s'inscrire dans un projet politique structurant lié à la stratégie d'émergence nationale. Le numérique y apparaît comme un instrument de modernisation de l'État, de diversification économique et de repositionnement international, en cohérence avec la tendance plus large observée en Afrique où les infrastructures numériques deviennent des leviers stratégiques de gouvernance et de développement, dans le cadre de la « société en réseaux » décrite par Manuel Castells (Castells, 2001). Au Gabon, cette orientation se matérialise principalement à travers le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE), qui place le numérique au cœur de la transformation nationale, notamment via les investissements dans la fibre optique, la dématérialisation administrative et les services numériques, inscrits dans une logique de réduction de la dépendance pétrolière et de transition vers une économie de services et de la connaissance (République Gabonaise, 2012).

Au-delà de cette dimension économique, les résultats soulignent une forte portée symbolique et politique du numérique. Comme l'analyse Pierre Musso, les réseaux techniques participent à la construction d'un imaginaire de la modernité associant infrastructures, progrès et intégration internationale (Musso, 2003), ce qui se traduit au Gabon par des projets de fibre optique, de e-gouvernement et de villes intelligentes contribuant à la mise en scène d'un État modernisé. Cette dimension est renforcée par les analyses d'Achille Mbembe, selon lesquelles les politiques de modernisation en Afrique produisent également des récits de légitimation de l'action publique et d'affirmation de la capacité de l'État à incarner le progrès (Mbembe, 2000). Les programmes e-Gabon et Digital Gabon illustrent cette dynamique en accélérant la dématérialisation et le développement de nouveaux services publics, tout en s'inscrivant dans des cadres de gouvernance fortement internationalisés, influencés notamment par la Banque mondiale et ses normes de transformation digitale.

Cette configuration confirme les analyses de Jean-François Bayart sur les logiques d'extraversion des politiques publiques africaines (Bayart, 2000), dans la mesure où les politiques numériques gabonaises dépendent de réseaux internationaux d'expertise et de financement, favorisant leur mise en œuvre tout en renforçant la dépendance à des modèles exogènes. Les travaux de Martial Pépin Makanga Bala complètent cette lecture en soulignant une modernisation fortement impulsée par l'État et structurée par des référentiels externes, privilégiant les projets visibles au détriment de l'appropriation sociale et de l'équité territoriale (Makanga Bala, 2010). En définitive, le numérique s'impose comme un pilier de la stratégie d'émergence du Gabon, mais il révèle des tensions persistantes entre innovation et dépendance, visibilité politique et inclusion sociale, ainsi qu'entre intégration mondiale et souveraineté nationale.

4.3. La téléphonie mobile comme moteur de recomposition socio-économique

L'un des principaux enseignements de cette recherche est le rôle central de la téléphonie mobile dans la transformation des dynamiques économiques et sociales au Gabon depuis le début des années 2000. L'expansion rapide des réseaux GSM, puis des technologies 3G et 4G, a profondément modifié l'accès à l'information, aux services de communication et aux opportunités de l'économie numérique, traduisant une recomposition des rapports entre individus, territoires et activités économiques. Cette évolution s'inscrit dans une logique de « leapfrogging » technologique, permettant aux pays en développement de contourner certaines étapes classiques d'industrialisation par l'adoption directe de technologies avancées. Contrairement à la téléphonie fixe, restée limitée depuis l'époque des PTT, les réseaux mobiles ont assuré une diffusion rapide de la connectivité, conformément aux analyses de la Banque mondiale sur le rôle des technologies numériques dans le rattrapage des contraintes infrastructurelles (Banque mondiale, 2016).

Au Gabon, cette dynamique est renforcée par des contraintes structurelles (faible densité démographique, forte couverture

forestière et coûts élevés des infrastructures filaires), faisant du mobile une solution flexible et économiquement viable, ce que confirment Aker et Mbiti en soulignant son rôle dans la réduction des coûts de transaction et l'intégration des marchés africains (Aker & Mbiti, 2010). Dans cette perspective, la téléphonie mobile s'inscrit également dans la « société en réseaux » de Castells, en structurant des flux d'information interconnectés qui redéfinissent les pratiques sociales et économiques (Castells, 2001), notamment à travers les réseaux sociaux et les messageries instantanées, qui transforment les sociabilités et rejoignent les analyses de Cardon sur les nouveaux espaces numériques de visibilité et de participation (Cardon, 2019), particulièrement chez les jeunes urbains.

Sur le plan économique, le mobile joue un rôle structurant dans l'organisation des activités, en particulier dans le secteur informel dominant, en facilitant la coordination des transactions, la circulation de l'information et la réduction des coûts de déplacement. L'émergence progressive des services financiers mobiles renforce cette dynamique d'inclusion économique, la GSMA soulignant leur rôle dans l'élargissement de l'accès aux services financiers en Afrique (GSMA, 2021). Toutefois, ces effets demeurent inégalement répartis, profitant davantage aux centres urbains où convergent infrastructures, revenus et niveaux d'éducation, ce qui confirme les analyses de Van Dijk sur la fracture numérique multidimensionnelle (Van Dijk, 2020) et les travaux de Makanga Bala sur la coexistence d'avancées technologiques et de fortes inégalités territoriales au Gabon (Makanga Bala, 2010).

En définitive, la téléphonie mobile constitue un vecteur majeur de recomposition socio-économique au Gabon, ayant accéléré la connectivité nationale et favorisé de nouvelles pratiques sociales et économiques. Toutefois, ses effets restent fortement conditionnés par les structures sociales, territoriales et institutionnelles, confirmant que les technologies mobiles ne sont pas une solution autonome au développement, mais des outils dont l'impact dépend des contextes de déploiement.

4.4. Les fractures numériques persistantes

L'un des principaux paradoxes mis en évidence par cette étude est la coexistence entre une modernisation rapide des infrastructures de télécommunications et la persistance de fortes inégalités d'accès et d'usage du numérique au Gabon. Malgré la progression significative de la couverture mobile, de la pénétration d'Internet et des investissements dans les infrastructures depuis les années 2000, ces avancées ne se traduisent pas par une diffusion homogène des bénéfices de la transformation numérique, confirmant que l'expansion des réseaux ne suffit pas à garantir une inclusion effective. Cette situation rejoint les analyses de Van Dijk, selon lesquelles la fracture numérique dépasse l'accès technique pour inclure les compétences, les ressources économiques et les capacités d'appropriation (Van Dijk, 2020), les inégalités observées apparaissant ainsi comme la reconfiguration de déséquilibres sociaux et territoriaux préexistants.

Les résultats montrent d'abord une forte inégalité territoriale, malgré le déploiement du Backbone National Gabonais, l'extension des réseaux mobiles et les investissements dans la fibre optique. La connectivité demeure concentrée dans les principaux centres urbains (Libreville, Port-Gentil, Akanda, Franceville), qui regroupent infrastructures de haut débit, services numériques avancés et investissements privés, tandis que les zones rurales ou enclavées restent faiblement couvertes. Si ces disparités s'expliquent en partie par des contraintes géographiques (faible densité, couvert forestier, coûts élevés), elles relèvent aussi, comme le souligne Milton Santos, d'une intégration sélective des territoires favorisant les espaces les plus rentables (Santos, 2000), logique confirmée par le « bicéphalisme numérique » décrit par Makanga Bala (Makanga Bala, 2010), où rationalités économiques et choix d'investissement renforcent les déséquilibres.

Au-delà de la dimension spatiale, les fractures numériques sont également sociales. L'accès aux équipements, à la qualité de connexion et aux usages avancés dépend fortement du revenu, du niveau d'éducation et du capital culturel, ce qui confirme les analyses

de Cardon sur la reproduction des inégalités par le numérique (Cardon, 2019). Les populations urbaines éduquées sont ainsi les principales bénéficiaires de la transformation numérique, tandis que les ménages modestes, les zones rurales et certains groupes vulnérables rencontrent davantage de difficultés d'accès et d'usage, en raison notamment du coût des équipements et des écarts de compétences. Le PNUD souligne à cet égard que l'inclusion numérique dépend autant des infrastructures que des capacités humaines (PNUD, 2021), rejoignant l'analyse « bourdieusienne » de la reproduction des inégalités par l'accès différencié aux ressources économiques et culturelles (Bourdieu, 1979).

En définitive, l'expérience gabonaise montre que la fracture numérique prolonge des inégalités structurelles liées au territoire, aux conditions socio-économiques et aux trajectoires éducatives. Elle révèle les limites d'une approche techniciste de la modernisation et confirme que l'enjeu central de la transition numérique ne réside plus seulement dans l'accès aux infrastructures, mais dans la capacité effective des populations à s'approprier les usages numériques.

4.5. Les enjeux de souveraineté numérique

Au-delà des progrès réalisés dans le déploiement des infrastructures et la diffusion des usages numériques, les résultats de cette étude mettent en évidence la souveraineté numérique comme enjeu central des trajectoires de transformation digitale au Gabon entre 1990 et 2025. Si la connectivité s'est renforcée et la transition vers l'économie numérique accélérée, cette évolution s'accompagne de nouvelles formes de dépendance qui interrogent la capacité de l'État à maîtriser durablement infrastructures, technologies et données stratégiques. Le secteur repose en effet largement sur des technologies importées, des équipements étrangers et des investissements internationaux, les réseaux, plateformes, logiciels et infrastructures critiques dépendant encore fortement de fournisseurs extérieurs, ce qui limite le contrôle national des outils structurants de l'économie et de l'administration. Cette situation peut être interprétée à la lumière d'Herbert Schiller, pour qui les technologies de l'information constituent aussi des instruments de pouvoir lorsqu'elles sont contrôlées hors des espaces

d'usage (Schiller, 1976,), et rejoint les analyses de Jean-François Bayart sur l'extraversion des trajectoires africaines, où les programmes numériques gabonais (Backbone National Gabonais, e-Gabon, Digital Gabon) s'inscrivent dans des réseaux internationaux d'appui technique et financier renforçant à la fois modernisation et dépendance (Bayart, 2000).

Cette dépendance est renforcée par la faiblesse des capacités nationales de production technologique, comme le soulignent les analyses de Kako Nubukpo, pour qui l'enjeu du numérique en Afrique réside dans la maîtrise des conditions d'usage économiques et stratégiques plutôt que dans le seul accès aux technologies (Nubukpo, 2019). Elle concerne également la gouvernance des données, dont la croissance rapide fait un actif stratégique majeur dans l'économie numérique contemporaine. Selon la Banque mondiale, les données constituent un levier essentiel de création de valeur et de compétitivité (Banque mondiale, 2021), tandis que Shoshana Zuboff montre qu'elles structurent un nouveau régime économique fondé sur leur collecte et leur exploitation systématique (Zuboff, 2019). Dans le cas gabonais, une part importante de ces données reste hébergée ou traitée à l'étranger, limitant leur maîtrise publique. Cette situation s'accompagne enfin de défis croissants en matière de cybersécurité, l'UIT soulignant que les États en développement font face à des vulnérabilités accrues dans un contexte de numérisation rapide (UIT, 2021), malgré les efforts institutionnels engagés notamment via l'ANINF.

En définitive, les résultats montrent que la souveraineté numérique ne se réduit pas à la connectivité, mais engage des enjeux de contrôle, de sécurité et de gouvernance conditionnant la capacité du Gabon à maîtriser son développement numérique. L'expérience gabonaise révèle ainsi une tension structurelle entre ouverture aux réseaux mondiaux et limitation du contrôle national, où la modernisation rapide s'accompagne de dépendances technologiques et informationnelles persistantes, faisant de la souveraineté numérique un enjeu majeur de la transition digitale à venir.

4.6. Vers un modèle numérique inclusif, souverain et durable ?

L'analyse de l'évolution des télécommunications au Gabon entre 1990 et 2025 met en évidence une transformation profonde des infrastructures, des usages et des politiques publiques numériques, portée par la libéralisation du secteur, l'essor de la téléphonie mobile et les investissements dans les réseaux à haut débit. Ces dynamiques ont favorisé l'intégration progressive du pays à l'économie numérique mondiale, mais elles s'accompagnent de fractures territoriales et sociales persistantes ainsi que de dépendances technologiques qui limitent les effets inclusifs de la modernisation. Dès lors, l'enjeu central ne réside plus uniquement dans l'extension des infrastructures, mais dans la construction d'un modèle numérique conciliant inclusion, souveraineté technologique et durabilité.

La première exigence concerne le renforcement de l'inclusion numérique, dans un contexte où l'accès aux technologies demeure fortement différencié selon les territoires, les revenus et les catégories sociales. Comme le souligne Van Dijk, l'inclusion ne se limite pas à la connectivité, mais dépend aussi des capacités économiques, éducatives et culturelles d'appropriation (Van Dijk, 2020), ce que confirme le PNUD en insistant sur le lien entre numérique et développement humain sous condition de réduction des inégalités (PNUD, 2021). Au Gabon, cela implique non seulement l'extension des infrastructures, mais aussi des politiques d'accessibilité financière, de formation aux compétences digitales et de réduction des écarts territoriaux d'usage.

Le second enjeu porte sur le renforcement des capacités nationales, dans un contexte de forte dépendance aux technologies, expertises et financements extérieurs. Si cette ouverture a accéléré la modernisation, elle limite l'autonomie stratégique du pays, rejoignant les analyses de Nubukpo selon lesquelles la souveraineté numérique repose sur la capacité à produire des compétences et à créer de la valeur localement (Nubukpo, 2019). Cela suppose un investissement accru dans le capital humain, les universités, la formation professionnelle et les écosystèmes d'innovation, afin de développer

des solutions numériques nationales plutôt que de simples usages importés.

Enfin, la consolidation d'un modèle numérique durable impose d'intégrer les dimensions environnementales et économiques de la transition digitale. Comme le souligne l'OCDE, la croissance numérique doit être articulée aux objectifs du développement durable (OCDE, 2020), notamment à travers des infrastructures sobres en énergie, une meilleure gestion des déchets électroniques et le développement de centres de données à faible empreinte carbone, en cohérence avec les engagements environnementaux du Gabon.

En définitive, les résultats montrent que le numérique ne constitue pas une finalité en soi, mais un levier dépendant des structures sociales, économiques et politiques, comme l'indique Castells (Castells, 2001). L'avenir du numérique au Gabon repose ainsi sur trois exigences complémentaires : l'inclusion des populations marginalisées, le renforcement de l'autonomie technologique et l'inscription de la transition numérique dans une trajectoire durable, conditionnant la capacité du pays à transformer le numérique en véritable moteur de développement et de cohésion sociale.

Conclusion

Cette étude visait à analyser l'évolution des télécommunications au Gabon entre 1990 et 2025 afin d'en évaluer les effets sur les dynamiques économiques, sociales et territoriales. Mobilisant une approche d'histoire économique et sociale fondée sur des sources statistiques, institutionnelles et scientifiques, elle a permis de retracer les principales étapes de transformation du secteur, de la libéralisation des années 1990 à l'affirmation progressive d'une économie numérique dans les années 2010 et 2020, marquée par la fin du monopole public, l'ouverture à la concurrence, l'essor de la téléphonie mobile et les investissements dans les infrastructures numériques.

Les résultats montrent une mutation profonde du secteur, caractérisée par une amélioration significative de la connectivité nationale grâce

au déploiement des réseaux GSM, 3G et 4G, ainsi que par l'inscription du numérique dans les stratégies de modernisation de l'État à travers des programmes tels que le PSGE, e-Gabon et Digital Gabon. Toutefois, cette transformation demeure contrastée : si elle favorise l'intégration du Gabon aux réseaux mondiaux et l'émergence de nouvelles pratiques économiques et sociales, ses bénéfices restent inégalement répartis, en raison de fractures territoriales persistantes, d'inégalités socio-économiques et d'un accès différencié aux compétences numériques. Elle s'accompagne également d'une dépendance aux technologies, infrastructures et expertises étrangères, soulevant la question de la souveraineté numérique.

Ces résultats confirment ainsi l'hypothèse selon laquelle la modernisation des télécommunications constitue un levier majeur d'intégration économique et sociale du Gabon dans l'économie numérique, tout en restant limitée par des inégalités structurelles et une dépendance technologique durable. Ils montrent également que les télécommunications doivent être comprises comme un espace de recomposition des rapports entre développement, pouvoir, territoire et mondialisation, au-delà de leur seule dimension technique.

Sur le plan scientifique, cette recherche contribue aux travaux sur l'histoire des infrastructures et des technologies en Afrique centrale en soulignant la nécessité d'appréhender les télécommunications comme des objets historiques révélateurs des transformations économiques et sociales contemporaines. L'approche diachronique met en évidence la continuité entre les dynamiques institutionnelles passées et les configurations numériques actuelles.

Enfin, les perspectives de développement du numérique au Gabon apparaissent conditionnées par la réduction des fractures numériques, le renforcement des compétences nationales, l'amélioration de la gouvernance des données et la consolidation de la cybersécurité. Dans un contexte d'accélération technologique, l'enjeu central ne réside plus seulement dans l'accès aux infrastructures, mais dans leur maîtrise et leur appropriation. Cette recherche ouvre ainsi des pistes futures portant notamment sur les usages numériques des jeunes,

l'impact de l'intelligence artificielle sur l'administration et les liens entre transition numérique et transition écologique.

Bibliographie

AKER Jenny Cunningham et MBITI Isaac Mwaura, 2010, « Mobile phones and economic development in Africa », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 24, N°3, pp. 207-232.

ANINF (Agence nationale des infrastructures numériques et des fréquences), 2024. *Rapport annuel d'activités 2023-2024*, Libreville.

ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes), 2005-2025. *Rapports annuels du secteur des communications électroniques*, Libreville.

BANQUE MONDIALE, 2016. *Rapport sur le développement dans le monde 2016 : Les dividendes du numérique*, Washington DC.

BANQUE MONDIALE, 2018. *Central African Backbone Program: Project Assessment Report*, Washington DC.

BANQUE MONDIALE, 2021. *Digital Economy for Africa Initiative*, Washington DC.

BOURDIEU Pierre, 1979. *La distinction : critique sociale du jugement*, Minuit, Paris.

CARDON Dominique, 2019. *Culture numérique*, Presses de Sciences Po, Paris.

CASTELLS Manuel, 2001. *La galaxie Internet*, Fayard, Paris.

CEA (Commission économique pour l'Afrique), 2020. *Economic Report on Africa 2020: Digital Transformation*, Nations Unies, Addis-Abeba.

CHÉNEAU-LOQUAY Armelle, 2001. *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*, Karthala, Paris.

CHÉNEAU-LOQUAY Armelle, 2019. *Le numérique en Afrique : continuités et transformations des économies de réseau*, Karthala, Paris.

ESSONO OVONO Joseph, 2009. *Télécommunications et réformes économiques au Gabon*, Presses universitaires du Gabon, Libreville.

FRATEL, 2025. *Indicateurs du marché des communications électroniques dans l'espace francophone*, Paris.

GSMA, 2014. *The Mobile Economy Africa 2014*, GSMA Intelligence, Londres.

GSMA, 2021. *The Mobile Economy Sub-Saharan Africa 2021*, GSMA Intelligence, Londres.

MAKANGA BALA Michel Pierre, 2010. *Géopolitique de l'insertion des TIC : épistémologie de la géographie de la société de l'information et essai d'explication structurelle à partir du cas du Gabon*, Publibook, Paris.

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, 2025. *Plan d'Accélération de la Transformation (PAT) : bilan sectoriel du numérique*, Libreville.

NUBUKPO Kako, 2019. *L'Afrique et le reste du monde : de la dépendance à la souveraineté*, Odile Jacob, Paris.

RÉPUBLIQUE GABONAISE, 2001. *Loi n°004/2001 portant réorganisation du secteur des postes et télécommunications*, Journal officiel de la République gabonaise, Libreville.

RÉPUBLIQUE GABONAISE, 2012. *Plan stratégique Gabon émergent (PSGE) : Vision 2025 et orientations stratégiques*, Libreville.

SAKA ALANDJI Joseph, 2016. *Libéralisation des télécommunications et recompositions des marchés en Afrique centrale*, Presses universitaires du Gabon, Libreville.

SPIN, 2024. *Rapport sur la stratégie de souveraineté numérique du Gabon*, Libreville.

UIT (Union internationale des télécommunications), 2015. *Measuring the Information Society Report*, Genève.

UIT (Union internationale des télécommunications), 2024. *Measuring Digital Development in Africa*, Genève.

VAN DIJK Jan, 2020. *The Digital Divide*, Polity Press, Cambridge.

ZOMO YEBE Grégoire, 2011, « Profils des utilisateurs, adoption et appropriation de la téléphonie mobile au Gabon », *Marché et Organisations*, N°13, pp. 105-124.